

2 associations en danger de mort

Page 17

Le Ruthénois du 6 au 19 décembre 2013

Culture

17

Culture et politique ne font pas toujours bon ménage

Les associations culturelles à la peine

Victime notamment du dés-engagement des collectivités locales, deux associations officiant dans le domaine des musiques actuelles en Aveyron sont aujourd'hui en danger de mort. Il s'agit de l'Ajal, basée à Sauveterre-de-Rouergue, sur le territoire de la Communauté de communes du Pays baraquevillois (CCPB), et de 12 Touch, à Luc-la-Primaube.

C'est pour la première citée que la situation est la plus alarmante. « Nous nous sommes déclarés en cessation de paiement et sommes donc placés en redressement judiciaire », s'inquiète Basile Delbruel, coprésident de l'Ajal. « Il faut que nous puissions établir un plan pour repartir. Nous avons besoin d'aides publiques et de négocier avec nos fournisseurs pour étaler notre dette, qui se compte en milliers d'euros. »

Une situation délicate née de la marche très haute que l'Ajal a voulu franchir pour ses dix ans. En investissant en juillet (pour son festival Roots'ergue) la bastide de Sauveterre en lieu et place de sa petite salle des fêtes traditionnelle, l'Ajal savait qu'elle risquait gros. « Quand on change de forme comme on l'a fait, c'est toujours difficile. Il faut du temps pour ins-

taller un événement comme celui-là, surtout en milieu rural. Mais on ne pouvait pas indéfiniment faire des concerts à la salle des fêtes. Il y a un patrimoine magnifique à Sauveterre que notre événement a valorisé. »

La Région refuse une table ronde

Désormais en difficulté, l'Ajal s'est donc tournée vers les politiques de tous bords et de tous poils. « Nous sommes obligés d'entrer dans un jeu politique et on commence à comprendre comment ça fonctionne... » Voulant fédérer les énergies, l'Ajal a invité élus locaux et parlementaires à une table ronde. Mais la Région a refusé cette proposition. « La mairie, elle, nous soutient, mais a peu de moyens. Par la voix de son président, le Conseil général a dit vouloir aider les festivals en difficulté. La députée Marie-Lou Marcel, qui nous a soutenus pour cet événement, joue aussi les intermédiaires avec la Région. Et le sénateur Mazars nous prête une oreille attentive. »

Mais aujourd'hui, le temps presse. « Si d'ici janvier, il n'y a pas d'avancée, nous ne pourrions pas commencer la programmation d'un concert de soutien que nous souhaitons organiser en mai. Il n'est pas utopique de penser que ça

va repartir, mais il faut pour cela une volonté politique. »

Et ce n'est visiblement pas du côté de la CCPB que viendra cette volonté. La Communauté de communes, qui n'a jamais aidé financièrement le festival, a été sollicitée pour une subvention exceptionnelle. Joint par téléphone, son président Claude Bou a pour le moment d'autres chats à fouetter : « J'ai reçu monsieur Delbruel, mais je ne peux rien lui promettre du fait de nos difficultés actuelles (lire aussi page 6, NDLR). Je reconnais leur travail, mais aujourd'hui, on ne peut pas promettre de participation à qui que ce soit. Nous avons beaucoup trop d'incertitudes. »

Guillaume Joao (12 Touch) constate « une institutionnalisation de la culture »

Si l'Ajal est en difficulté pour avoir peut-être rêvé trop grand, l'association 12 Touch est pour ainsi dire dans la situation inverse. Alors qu'elle avait lancé une programmation ambitieuse pour son Eklekzik d'octobre dernier, elle avait dû réduire la voilure au dernier moment. En effet, après avoir fait passer sa subvention de 20.000 à 10.000 € en 2012, le Grand Rodez l'a carrément supprimée pour

2013, en ne l'annonçant que quatre mois avant l'événement. « Notre avenir est très fortement compromis au niveau financier, souffle donc son président Guillaume Joao. Si on l'avait su plus tôt, on aurait fait autrement. » Avec moins d'argent à investir, 12 Touch a dû se priver d'une grosse tête d'affiche pour son concert. Résultat : la fréquentation n'était pas au rendez-vous. Et si à Sauveterre, l'Ajal et ses 200 bénévoles semblent résolus à se battre, Guillaume Joao, qui affirme s'exprimer en son nom propre, semble bien plus abattu : « Il y a à l'Agglo une logique d'institutionnalisation de la culture. Une commune (Onet-le-Château, NDLR) s'intéresse aux musiques actuelles et attire tout chez elle. Je ne suis pas dans la protestation, je fais simplement un constat. Il y a une mutation du système d'accès à la culture. Et visiblement, sur le Grand Rodez, il n'y a pas de place pour les associations indépendantes. Je ne sais pas si la population y gagne ou y perd... »

Lui aussi joint par téléphone, Jean-Michel Cosson, vice-président du Grand Rodez en charge de la culture, confirme cette institutionnalisation de la culture : « Nous finançons les projets de musiques actuelles via les MJC. Il n'y a pas de changement prévu de ce côté

là. » Interrogé sur une éventuelle aide à l'association 12 Touch, il indique « ne pas pouvoir répondre » car « nous sommes en train de préparer le budget 2014 ».

Une salle de concerts à Rodez ?

Suivant une courbe inverse à celle des deux associations précédemment citées, Oc'Live tire son épingle du jeu. « Notre situation est meilleure que celle de 2012, indique Fred Joao, salarié de l'association. La ville de Rodez nous a soutenus et il est clair qu'avoir un salarié permanent, ça aide. Cela devient très compliqué d'organiser un concert. C'est devenu un métier. Mais cela n'empêche pas que les associations non professionnelles doivent avoir leur place. »

Une autre bonne nouvelle pourrait venir encore embellir le tableau de l'association Oc'Live. Jean-Michel Cosson a en effet indiqué qu'Oc'Live avait « un projet de salle de concerts dans l'ancien cinéma Le Club ». « Nous les avons rencontrés plusieurs fois autour de ce projet, indique le vice-président du Grand Rodez. Un dossier a été déposé à l'Agglo. Les élus décideront d'un éventuel soutien à ce projet. »

Benjamin Laumailé